

**Débat public « Penly 3 » - 18 mai 2010, Caen**

*Intervention de Mickaël MARIE*

*Secrétaire national adjoint des Verts*

*Conseiller régional de Basse-Normandie, président du groupe des élus Europe Ecologie*

---

## **Oser affronter le bilan du programme électronucléaire français**

Il est certain qu'au cours du débat public relatif à l'implantation annoncée d'un second réacteur EPR à Penly, seront abordés, comme ils l'ont été dans les précédents débats publics liés à l'énergie nucléaire, tous les arguments connus – et maintes fois échangés – sur le sujet, en pour et en contre.

On sait les difficultés et les questions relatives à la sécurité des installations, à la protection des travailleurs, des riverains et de l'environnement ; celles relatives au devenir – jusqu'alors non maîtrisé – des déchets produits, dont la dangerosité au moins est reconnue par tous ; les questions liées à l'étouffement des autres sources d'énergie – et en particulier renouvelables – par la domination sans partage, en France, de la production électronucléaire sur toutes les autres sources de production ; celles aussi portant sur l'inefficacité ou l'efficacité, selon les points de vue, du nucléaire dans la lutte contre le dérèglement climatique, urgence de notre siècle ; les interrogations enfin, et ce ne sont ni les moins importantes ni les moins légitimes, portant sur le fantaisisme démocratique qui consiste à organiser une concertation publique après que la décision ait été prise, annoncée et répétée comme intangible par les pouvoirs publics.

Toutes ces questions sont essentielles.

Mais j'observe que leur répétition presque cyclique, leur articulation permanente dans ce qui s'apparente de plus en plus à un huis clos resserré autour d'un nombre restreint d'acteurs aux positions préalablement construites (*pour* ou *contre*) ; huis clos duquel semblent s'exclure peu à peu l'ensemble de nos concitoyens ; j'observe, donc, que la répétition des mêmes questions et des mêmes arguments, de part et d'autre, finit par occulter un point absolument essentiel, essentiel en ce qu'à lui seul, il devrait nous (nous, la communauté des citoyens) servir de point d'appui pour penser l'avenir, pour réfléchir au futur : ce point, c'est celui du bilan.

Depuis plus de quarante ans et le lancement par le Général de Gaulle du programme électronucléaire, nous disposons pourtant d'un recul suffisant pour engager, sans

nécessairement *d'a priori* idéologiques, un état aussi exhaustif que possible des avantages et des inconvénients d'une production électronucléaire qui, en France, a pris la dimension, non seulement d'un appareil productif *sui generis*, mais également d'un système de domination technologique, économique, idéologique et, *in fine*, politique sans équivalent. Or, ce dispositif complexe et puissant de domination semble, depuis déjà de longues années, non pas à l'abri de la critique – elle est, admettons-le, aussi vigoureuse que nécessaire – mais bien à l'abri du questionnement sur son propre bilan.

Il y a pourtant beaucoup à dire sur ce bilan. Je m'en tiendrai ici à quatre points, qui me paraissent, d'une part, dessiner une esquisse raisonnable d'état des lieux de ce que le programme électronucléaire a apporté à notre pays et, d'autre part, constituer des éléments d'analyse suffisamment solides pour permettre de préparer l'avenir des politiques énergétiques, dont nous savons – du fait du renchérissement des prix de l'énergie et du dérèglement climatique global – qu'elles devront être radicalement différentes de celles menées par le passé.

Un préalable, toutefois, avant d'en venir aux faits.

Je ne peux pas taire que j'occupe, en tant que conseiller régional de Basse-Normandie, la fonction, au sein de l'Assemblée régionale, d'élu délégué à la « stratégie régionale de l'énergie ». Je veux toutefois préciser ici que le propos qui suit n'engage pas la Région Basse-Normandie, et ressort à la fois de mes fonctions politiques, au plan régional et national, au sein du mouvement écologiste et de mon expérience personnelle, d'une part du combat antinucléaire et d'autre part des précédents débats publics, en particulier celui relatif au projet EPR de Flamanville et celui relatif à la ligne THT Cotentin-Maine.

J'en viens donc au cœur de mon propos : quel est, plus de quarante ans après son lancement, le bilan du programme électronucléaire français ?

### **Sur les plans économique et budgétaire, d'abord.**

Il n'est pas neutre de noter que la production électronucléaire a littéralement, ces quarante dernières années, monopolisé – à plus de 90% - les crédits publics dédiés tant à la production qu'à la recherche sur l'énergie. Et c'est à cette aune, nécessairement, que doit être jugé l'apport du programme électronucléaire, si l'on veut bien considérer comme essentielle la question de l'efficacité de la dépense publique. Dès lors, on peut s'interroger sur la pertinence des efforts massifs consentis : leur volume a, *de facto*, freiné sinon tout à fait empêché l'essor d'autres énergies, d'ailleurs en contradiction totale avec le discours officiellement porté par la puissance publique d'un « mix énergétique » intégrant au moins une part significative d'énergies renouvelables. Les chiffres, de ce point de vue, parlent d'eux-mêmes : si l'on excepte l'énergie hydraulique, les sources de production d'énergie renouvelable – solaire, éolien biogaz... - sont, dans notre pays, très largement sous-développées, et ceci sans qu'on emploie le mot à la légère. Faute plus conséquente encore, le choix budgétaire exclusif du nucléaire n'a même pas permis de résoudre deux des questions les plus cruciales posées :

- d'abord, et s'agissant en tant que telle de l'industrie nucléaire, le devenir de ses déchets, à propos desquels il est promis avec insistance depuis plus de trois

décennies qu'une solution sera trouvée, que les crédits de recherche idoines sont mobilisés pour construire la réponse, sans que la réponse ne parvienne à émerger sous d'autres formes que la résignation à devoir enterrer lesdits déchets dans telle ou telle région isolée de l'hexagone, de préférence là où la densité de population comme la diversité d'activités économiques est la plus faible ;

- ensuite, celle de la si fameuse « indépendance énergétique » du pays, alors même que sa facture pétrolière, plus élevée que nombre de ses voisins européens, n'en finit pas de démontrer que l'indépendance tellement vantée est un mythe, une pure invention, une construction strictement idéologique ressassée à des fins publicitaires. La France, faut-il le rappeler, consomme autant, sinon plus, de pétrole par habitant que ses voisins européens, alors que la part du nucléaire dans sa production d'électricité y est deux à quatre fois supérieure. Et je n'évoquerai pas ici ce qui mériterait pourtant – ô combien ! – de l'être, le désastreux bilan écologique, sanitaire et humanitaire de l'extraction de l'uranium au Niger, matière première du nucléaire français. Là aussi, le volontarisme officiel du discours sur « l'indépendance énergétique » semble singulièrement déconnecté de la réalité des faits tels qu'ils sont.

### **Sur les plans technologique et énergétique, ensuite.**

Le développement du programme électronucléaire français fut présenté dès son origine, et l'est encore aujourd'hui, comme l'acmé de la modernité industrielle, à ce point fonctionnelle qu'elle en était protégée de l'hypothèse même de l'accident, écartée avec d'autant plus de vigueur et de violence que sa réalisation, dans d'autres territoires, ne pouvait qu'immanquablement rappeler la rationalité de cauchemar fondant les analyses des militants – et des intellectuels ! – antinucléaires. Eux seuls ont su manifestement tirer les leçons du dogme assurantiel selon lequel « il n'y a pas de risque zéro » et n'ont pas voulu borner leur vision de ce que serait un monde de la catastrophe atomique aux scénarios aussi peu prédictifs qu'opérants des institutions gestionnaires du risque.

Et pourtant, là encore : si l'on veut bien y regarder de près, l'apothéose scientifique, technologique et industrielle promise s'est transformée en échec patent. Bien sûr, le parc de centrales électronucléaires assure à peu près la satisfaction des besoins électriques des français. On ne s'attardera pas ici sur le fait que cette réussite est pour une large part liée à la fantastique surcapacité de production induit par le choix du nucléaire (relativement efficace en production de base, tout à fait inopérant en pointe), ni sur le fait que le parc français fonctionne à une moyenne de production inférieure à celle de plusieurs de ses voisins. On notera simplement que la prouesse tourne à la pitrerie lorsque, et c'est un événement annuel désormais, des régions entières se trouvent menacées de *black out*, et que le producteur EDF invite ses usagers à modérer leur consommation sous peine de devoir plonger dans le noir, d'un seul coup, plusieurs milliers d'habitants de Bretagne ou de Provence. Ces épisodes ont au moins le mérite d'agir comme une brutale révélation : malgré les investissements publics sans équivalent déployés dans la constitution et l'entretien du parc électronucléaire, malgré les déclarations répétées de l'excellence et de la supériorité technologiques du système français de production électrique, ledit système ne parvient pas à remplir sa mission.

Pire : il reporte sur le consommateur la responsabilité du maintien en bon ordre de la distribution d'électricité, conditionnant celle-ci à des gestes individuels d'efficacité énergétique que ses promoteurs avaient jusqu'alors superbement ignorée.

L'association NegaWatt avait pointé, en décembre 2009, le lien objectif entre le choix technologique – le nucléaire – et les phénomènes de pointe de consommation, spécificité française : « *Cette situation révèle les limites d'un choix structurel absurde dès l'origine : le développement simultané du tout nucléaire et du chauffage électrique* ». On ne saurait mieux dire combien le phénomène de pointe, « *inhérent à notre système de production* », et les risques de *black out* qu'il provoque, signe l'échec technologique du tout-nucléaire.

### **Sur le plan social, enfin.**

Le développement du parc nucléaire, on l'a vu, s'est doublé d'une stratégie de développement massif dans notre pays du chauffage électrique : les hautes capacités de production en base ont justifié l'équipement des foyers en appareils de chauffage chargés d'absorber cette production. Ce choix, particulièrement visible dans les logements d'habitat social, a eu pour corollaire le sous-investissement dans l'isolation et la très faible attention portée, jusqu'à une époque très récente, à la performance énergétique des bâtiments.

Conséquence majeure, apparue dans le débat public avec la récente publication d'un rapport officiel sur la « précarité énergétique » : des millions de ménages se retrouvent prisonniers de factures d'électricité en hausse constante, et ceci bien que le niveau du service rendu – le chauffage électrique ne « chauffe » pas véritablement, en particulier dans des logements aux faibles performances thermiques – demeure très médiocre. S'il est impossible d'imputer la totalité de la précarité énergétique (10% de la population française concernée) au seul chauffage électrique, cher et peu efficace, il apparaît clair toutefois que son développement – et son niveau de (sur)consommation a accru les risques de vulnérabilité sociale des ménages.

En février dernier, les déclarations du Médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, éclairaient d'une lumière crue cet état des lieux. Il estime ainsi à « *15 millions le nombre de personnes pour lesquelles les fins de mois se jouent à 50 ou 150 euros près* ». Ces quelques dizaines d'euros sur lesquels se joue et se noue la fin de mois, il est permis de faire l'hypothèse qu'ils constituent la facture énergétique des ménages – le chauffage, l'électricité, les déplacements... Et cela sera de plus en plus le cas si rien n'est fait pour prévenir la dépendance énergétique, et encourager non une sobriété énergétique faite de simples petits gestes (les ménages confrontés aux difficultés de payer chauffent déjà au minimum leur logement) mais fondée sur des choix et des engagements structurels, associant notamment rénovation thermique du patrimoine bâti, efficacité énergétique et recours accru aux énergies renouvelables.

Toujours persuadée de l'excellence du choix en faveur du tout-nucléaire, la France prend pourtant le chemin inverse, puisque le chauffage électrique continue d'équiper les nouveaux logements (trois quarts des constructions en 2008) et que le législateur persiste à soutenir une réglementation thermique qui lui est outrancièrement favorable. Ces décisions, prises au mépris des enseignements de plusieurs rapports officiels, auront

pour conséquence prévisible d'aggraver encore, dans les années à venir, la détresse de millions de ménages sommés d'arbitrer entre différentes dépenses contraintes : loyer, chauffage, électricité, carburant...

De ce point de vue, le bilan social du tout-nucléaire, longtemps masqué par la faiblesse des investissements nécessaires à son installation, est clairement négatif.

### **Sur le plan de l'imaginaire, ultime échec.**

Le quatrième et dernier point qu'il me semblait utile de pointer porte sur une dimension qui se cerne et se laisse définir moins aisément, mais qui n'en est pas moins essentielle, tant il est vrai que le débat public, le vivre ensemble démocratique, la capacité collective à construire du devenir commun passe aussi – et surtout – par de l'incarnation symbolique, immatérielle et, d'un certain point de vue, imaginaire. Ce point ultime, c'est celui de la « vision du monde ».

C'est, de mon point de vue, sur ce point que le bilan du programme électronucléaire français est probablement le plus sombre : en construisant non seulement de la domination (encore une fois, domination idéologique, technologique, économique et politique), puis en cherchant systématiquement à affaiblir toutes formes de critique, de contestation et/ou d'alternatives possibles, le complexe technoscientifique chargé de conduire le programme électronucléaire, appuyé par ses relais politiques, économiques et idéologiques, a profondément *asséché*, dans l'esprit commun des citoyens, le potentiel d'imagination d'autres solutions possibles.

Dès lors, l'absence d'une véritable combativité antinucléaire, inscrite dans un mouvement social aussi puissant que ce que connaissent ou ont connu nos voisins, s'explique moins par une adhésion au programme électronucléaire que par la résignation de notre pays à l'état présent des choses, comme s'il ne pouvait plus en être autrement. Plusieurs décennies d'assertions répétées (mais jamais démontrées) selon lesquelles le nucléaire était notre seul salut ont produit leur effet anesthésiant sur la capacité imaginaire de la société française et, en premier lieu, de ses décideurs. Bien que souvent très peu au fait des difficultés de tous ordres posées par la production électronucléaire, en dehors des quelques éléments débattus – souvent trop grossièrement – dans l'espace public, les décideurs – politiques, économiques et sociaux – en viennent ainsi à se convaincre eux-mêmes que, dans le cas français, aucune autre solution n'est possible.

L'expérience de plusieurs autres pays dans le monde nous enseigne pourtant radicalement le contraire. Mais c'est un autre aspect de cette « colonisation » de l'imaginaire que de parvenir à écarter *a priori* chacun des faits qui viendrait affaiblir la thèse de l'infailibilité de l'industrie atomique. De même, les recherches menées, en France et dans d'autres pays, par de nombreux organismes scientifiques ont largement consolidé l'idée selon laquelle le nucléaire n'était d'aucun recours véritable dans la lutte contre le dérèglement climatique ou dans la définition d'une stratégie de réduction de la

dépendance aux énergies fossiles. Pire : le développement du parc, compte tenu du volume des investissements qui lui sont liés, a pour effet mécanique de sous-évaluer l'importance des stratégies de sobriété et d'efficacité énergétique, alors qu'elles devraient constituer la base des réponses à mettre en œuvre face au double défi climatique et énergétique.

Là est peut-être le plus grand drame né du choix français du tout-nucléaire : en voulant à toute force prouver que ce choix était le seul possible, le seul rationnel et le seul efficace, il a stérilisé l'imagination autant que le débat, et condamné la société française, bien plus que d'autres, à n'imaginer le futur que comme la perpétuation inaltérée du présent. Dans le monde qui vient, cette faute-là ne saurait être prolongée sans dommage.

Sortir de l'illusion, ouvrir les yeux, c'est regarder en face le bilan du programme électronucléaire. Il est à bien des égards désastreux, y compris sur les questions mêmes où le complexe électronucléaire entendait faire la différence (en particulier, celle de sa supériorité technologique). Cette analyse lucide est le préalable nécessaire à l'élaboration d'autres scénarios énergétiques, qui permettent, selon la définition du développement durable donné en 1988 par la Commission Brundtland, de répondre « *aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ».

Mickaël Marie  
17 mai 2010